

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE L'EMPLOI,  
DE LA COHESION SOCIALE  
ET DU LOGEMENT

Délégation générale à l'emploi  
et à la formation professionnelle

Délégation interministérielle à la ville

MINISTERE DE LA JUSTICE

Direction de l'administration pénitentiaire  
Direction de la Protection judiciaire de la jeunesse

Le Ministre délégué à l'emploi au travail  
et à l'insertion professionnelle des jeunes  
La Ministre déléguée à la cohésion sociale  
et à la parité

à

Messieurs les Préfets de région  
Directions régionales du travail, de l'emploi et  
de la formation professionnelle

Mesdames et Messieurs les Préfets de département  
Directions départementales du travail, de l'emploi  
et de la formation professionnelle

Mesdames et messieurs les Préfets délégués à  
l'Egalité des chances

Monsieur le Directeur général de l'ANPE  
Monsieur le Directeur général de l'AFPA  
Mesdames et Messieurs les Présidents de missions  
locales et PAIO

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice  
à

Messieurs les Directeurs régionaux des services  
pénitentiaires  
Monsieur le Directeur régional, Chef de la Mission  
outre-mer  
Mesdames et Messieurs les Chefs d'établissements  
Mesdames et Messieurs les Directeurs des services  
pénitentiaires d'insertion et de probation  
Madame et Messieurs les Directeurs régionaux  
de la protection judiciaire de la jeunesse

**OBJET** : Circulaire DGEFP/DAP/PJJ n° 2006/29 du 18/09/2006 relative au développement du contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) en faveur des jeunes de 16 à 25 ans, placés sous main de justice.

**Date d'application** : immédiate

**Résumé** : La mise en œuvre du contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS) en faveur des jeunes de 16 à 25 ans placés sous main de justice permet de leur faire bénéficier d'un accompagnement personnalisé vers l'emploi et, le cas échéant, de mieux préparer la sortie de détention et de prévenir la récidive. Elle repose sur le développement des partenariats et la nécessaire articulation des intervenants de l'Administration Pénitentiaire, de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, du Service Public de l'Emploi et des Missions Locales et PAIO. Elle constitue une des mesures prioritaires arrêtées par le gouvernement dans le cadre du Comité interministériel des villes (CIV) du 9 mars 2006.

**Mots clés :**

Cohésion sociale – politique de la ville– CIVIS – insertion des jeunes – accompagnement vers l’emploi – missions locales – PAIO- Service pénitentiaire d’insertion et de probation (SPIP) - protection judiciaire de la jeunesse

**Textes de références :****Cohésion sociale/ contrat d’insertion dans la vie sociale (CIVIS)**

Loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale (J.O. 19/01/05)

Loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l’égalité des chances (J.O : 2/04/06)

Loi n° 2006-457 du 21 avril 2006 sur l’accès des jeunes à la vie active en entreprise (J.O : 22/04/06)

Décret n° 2006-692 du 14 juin 2006, relatif au dispositif de soutien à l’emploi des jeunes en entreprise et au contrat d’insertion dans la vie sociale (J.O :15/06/06)

Code du travail :

- Articles L.311-10-2, L.322-4-17-1 à L.322-4-17-4

- D.322-10-5 à D.322-10-11

Circulaire DGEFP n° 2005-09 du 19 mars 2005 relative à l’insertion professionnelle et sociale des jeunes

Circulaire DGEFP relative à l’accès des jeunes à la vie active en entreprise (à paraître)

**Administration Pénitentiaire**

Code de procédure pénale

Loi du 22 juin 1987 relative au service public pénitentiaire

Loi du 9 mars 2004 portant adaptation de la Justice aux évolutions de la criminalité

Décret du 13 avril 1999 portant création des Services Pénitentiaires d’insertion et de Probation.

Circulaire du 27 décembre 1999 relative aux relations des SPIP avec les autres services pénitentiaires et leurs partenaires

**Protection Judiciaire de la jeunesse**

Ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 relative à l’enfance délinquante : articles 15 et 16 alinéa 2

Code Civil : articles 375-2 et 375-4 alinéa 2

Décret du 18 février 1975 fixant les modalités de mise en œuvre d’une action de protection judiciaire en faveur des jeunes majeurs (article 1er)

Circulaire d’orientation du 24 février 1999 relative à la protection judiciaire de la jeunesse

Circulaire du 15 mai 2001 sur l’organisation des services au niveau départemental

Note du 18 avril 2002 sur l’insertion sociale et les activités de jour à la protection judiciaire de la jeune

**Texte abrogé :** néant

**Texte modifié :** néant

La baisse sensible du nombre de demandeurs d’emploi de moins de vingt-six ans, observée depuis avril 2006, encourage à poursuivre et à accentuer les efforts en faveur de l’insertion sociale et professionnelle des jeunes, notamment les moins qualifiés ou les plus en difficulté d’entre eux, dont l’éloignement du marché du travail peut constituer un facteur de risque d’exclusion sociale.

La situation des jeunes de 16-25 ans « placés sous main de justice », mérite à cet égard une attention particulière.

Les jeunes détenus de 18 à 25 ans, condamnés ou prévenus, sont environ 15 000, (soit 25,2 % de la population totale écrouée), dont près d’un quart (24 %) sont en difficulté de lecture ou illettrés, et plus de la moitié (53 %) ne possède aucun diplôme. A 93 %, les autres ont acquis, au mieux, un diplôme de niveau V<sup>1</sup>. Près de la moitié des condamnés (46%),<sup>2</sup> le sont pour des peines de moins d’un an. Le nombre de jeunes mineurs incarcérés est d’environ 700.

La population des jeunes mineurs et des jeunes majeurs sous mandat, civil ou pénal, de protection judiciaire présente à de nombreux égards les mêmes caractéristiques. Aux très bas niveaux de qualification s’ajoutent fréquemment des problèmes sociaux et de santé, des situations de rupture avec la famille ou l’environnement social ; autant d’obstacles à une insertion sociale et professionnelle satisfaisante, autant de risques de décrochage social, voire de facteurs de récidive.

<sup>1</sup> enquête sur le repérage de l’illettrisme effectué par les enseignants au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2005 sur les flux d’entrants en détention (18-25 ans)  
DARES mai 2006

<sup>2</sup> Ministère de la Justice - juin 2005

Depuis la loi de programmation pour la cohésion sociale, le code du travail reconnaît aux jeunes en difficulté et confrontés à un risque d'exclusion professionnelle, « un droit à un accompagnement, organisé par l'Etat, ayant pour but l'accès à la vie professionnelle » (art L.322-4-17-1). Le contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS), mis en œuvre au nom de l'Etat par les missions locales et les permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) conventionnées à cet effet par les DRTEFP, est devenu avec la loi du 21 avril 2006 relative à l'accès des jeunes à la vie active, le cadre privilégié de cet accompagnement, dont plus de 200 000 jeunes bénéficient à ce jour.

La mise en œuvre de ce dispositif en faveur des jeunes sous main de justice repose sur la nécessaire articulation des interventions des services de la justice et du service public de l'emploi (I) et fait l'objet dès 2006 de moyens spécifiques pour expérimenter des modalités de partenariat renforcé (II).

## **I – Le développement des coopérations :**

Sans remettre en cause la programmation actuelle des entrées en CIVIS, l'objectif est de permettre à 6000 jeunes sous main de justice d'en bénéficier, dont 5000 en milieu carcéral effectuant des peines inférieures à un an et 1000 mineurs suivis par les services de la protection judiciaire de la jeunesse.

Un certain nombre de conventions locales bilatérales prévoient déjà des modalités de collaboration entre les missions locales et les services de la PJJ, plus rarement avec l'administration pénitentiaire. Il convient de les encourager pour donner aux jeunes l'accompagnement le mieux adapté à leur situation et mieux coordonner le travail des différents intervenants.

Dans cette optique, un groupe de travail réunissant des représentants de la direction de l'administration pénitentiaire, de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse, de la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle et du conseil national des missions locales a produit les documents qui figurent en annexes 1 et 2.

Ces documents décrivent des modalités pratiques de partenariats et de mise en œuvre du CIVIS :

- entre l'administration pénitentiaire (Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation et Chef d'établissement) et la missions locale ou PAIO pour les jeunes majeurs en milieu fermé et ouvert ;
- entre la protection judiciaire de la jeunesse (dans le cadre des missions d'insertion professionnelle confiées aux éducateurs PJJ) et la mission locale ou PAIO pour les jeunes mineurs de 16 à 18 ans en milieu fermé et en milieu ouvert.

## **II – Le renforcement, à titre expérimental, des moyens de collaboration :**

Le développement du CIVIS en faveur des jeunes sous main de justice est une des priorités retenues par le Comité Interministériel des Villes du 9 mars 2006 (décision n°12, [www.ville.gouv.fr](http://www.ville.gouv.fr)). Cette mesure a vocation à s'inscrire, au plan local, dans le cadre des volets « prévention de la délinquance » ou « emploi » des contrats urbains de cohésion sociale qui succéderont aux contrats de ville à compter de 2007.

### **Projet :**

A titre expérimental et pour une durée de trois ans, des moyens humains et financiers supplémentaires seront déployés dans six départements où sont implantées de nombreuses zones urbaines sensibles et où ont été nommés les préfets délégués à l'égalité des chances : Essonne, Seine-Saint-Denis, Val d'Oise, Nord, Rhône et Bouches du Rhône.

Les équipes des missions locales de ces départements pourront ainsi être renforcées par la création de 24 postes de référents supplémentaires pour l'accompagnement des jeunes CIVIS sous main de justice. Une enveloppe de 1,2 M€ est imputée sur le fond interministériel à la ville (FIV) pour permettre le recrutement de ces référents à compter de 2006.

### **Pilotage :**

La responsabilité de l'expérimentation est confiée aux préfets délégués à l'égalité des chances des départements concernés. La situation des jeunes sous main de justice fera l'objet d'un diagnostic territorial et d'un plan d'actions s'appuyant sur les contributions des services de l'Etat et opérateurs impliqués ou concernés par la mise en œuvre du CIVIS (notamment DSPIP, DPJJ, DDTEFP, ML-PAIO).

Ces plans d'actions s'articuleront utilement avec ceux mis en place début 2006 par les préfets de département (cf..circulaire DGEFP n°2005-46 du 23 décembre 2005 relative au plan d'action en faveur de l'emploi des jeunes des quartiers sensibles) et ceux du Service Public de l'Emploi..

Les DRTEFP, en charge de la coordination régionale des actions en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes, sera associée à l'expérimentation, de façon à articuler au mieux les orientations des plans d'actions et les programmes existants.

### **Recrutement des référents :**

Les besoins et projets de recrutement des nouveaux référents CIVIS seront appréciés à l'aune des diagnostics et des plans d'actions. Les dossiers de demande constitués par les missions locales seront instruits par les préfets égalité des chances.

Les fiches de poste et modalités de recrutement pourront être définies sur la base de celles des actuels référents (cf. circulaire du 19 mars 2005 relative à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes) et adaptées à la spécificité de la fonction. Le profil des candidats devra notamment prendre en compte les capacités et aptitudes requises pour intervenir auprès des jeunes sous main de justice et notamment en milieu carcéral. Les contrats de travail pourront être proposés à temps plein ou minimum à mi-temps et pour une durée compatible avec la durée de l'expérimentation (3 ans). La prise en charge financière de l'Etat pour un poste à temps est établie sur la base de 50 000 €/an, incluant un coût de fonctionnement à hauteur de 20%.

Les recrutements seront formalisés par la signature de conventions entre la mission locale employeur et le préfet égalité des chances.

### **Autres moyens :**

Les jeunes sous main de justice ayant signé un CIVIS doivent, autant que faire se peut, pouvoir bénéficier de l'offre de service de droit commun proposée ou mobilisée par les missions locales pour la construction de leur parcours d'insertion. Les modalités d'accès aux offres de formation, d'emploi, de prestations ou d'accompagnement spécifiques feront l'objet d'un examen attentif lors de l'élaboration des plans d'action. Le Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Jeunes (FIPJ) pourra également être mobilisé par les missions locales et les PAIO pour compléter les actions de lutte contre l'illettrisme, de remise à niveau des savoirs de base, de bilan de santé le cas échéant et autres initiatives prévues par l'administration pénitentiaire pour l'accompagnement des détenus.

### **Suivi et évaluation :**

Un comité sera constitué dans chacun des six départements pour assurer, à un rythme au minimum trimestriel, le suivi de l'opération. Présidé par le Préfet délégué à l'égalité des chances, il réunira notamment les services de l'administration pénitentiaire, de la protection judiciaire de la jeunesse, de l'emploi ainsi que les missions locales et PAIO impliquées dans l'expérimentation. Le comité aura pour objet d'examiner et résoudre les éventuelles difficultés de mise en œuvre du CIVIS pour les jeunes sous main de justice, d'identifier les bonnes pratiques d'accompagnement et de prise en charge et de cerner les besoins de professionnalisation des intervenants (référents ou autres personnels). Il devra également veiller à ce que soit mis en place un suivi spécifique de cette expérimentation, permettant d'en dresser des bilans réguliers en terme de contrats signés et de parcours des jeunes concernés.

Le suivi national de l'expérimentation sera réalisé par les services de la Justice (DAP, DPJJ), de l'emploi (DGEFP), la délégation interministérielle à la ville (DIV) ainsi que le conseil national des missions locales (CNML). Une première rencontre sera organisée avant la fin de l'année.

D'ici le 30 octobre, les Préfets délégués à l'égalité des chances établiront une note de situation faisant état de l'avancement de leur plan d'action et des recrutements des référents. Les crédits correspondant à la mise en œuvre de l'expérimentation feront l'objet d'un avenant au budget opérationnel de programme.

\*\*\*\*\*

Dans tous les départements, une attention particulière doit d'ores et déjà être portée au développement du CIVIS en faveur des jeunes sous main de justice, pour définir au mieux les conditions d'accompagnement nécessaires à la réussite d'une réinsertion sociale et professionnelle après une période de détention ou une mesure de protection judiciaire.

Nous comptons sur votre implication pour la mobilisation des acteurs de terrain dont le concours est nécessaire à la réalisation de cet objectif et nous vous invitons à nous faire part, sous le timbre de la DGEFP, de la DIV, de la DAP et de la DPJJ, des difficultés que sa mise en œuvre pourrait susciter.

**Le ministre de la justice  
Garde des Sceaux**

  
**Pascal CLEMENT**

**Le ministre délégué à l'emploi, au travail  
et à l'insertion professionnelle des jeunes**

  
**Gérard LARCHER**

**La ministre déléguée à la cohésion  
sociale et à la parité**

  
**Catherine VAUTRIN**

## MISE EN ŒUVRE DES PARTENARIATS

En application de la loi d'Orientation et de Programmation pour la Justice (LOPJ) n° 2002-1138 du 9 septembre 2002, l'accompagnement socio-éducatif des jeunes détenus et la préparation de leurs projets de sortie se répartit entre les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP) de l'administration pénitentiaire pour les jeunes majeurs et les services éducatifs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (PJJ) pour les mineurs.

La loi de programmation pour la cohésion sociale n°2005-32 du 18 janvier 2005 reconnaît un droit à l'accompagnement vers la vie active à tout jeune de 16 à 25 ans révolus en difficulté et présentant un risque d'exclusion professionnelle. Les missions locales et PAIO mettent en œuvre cet accompagnement, principalement à travers le contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS), dont elles sont les opérateurs exclusifs.

Le développement du CIVIS pour les jeunes sous main de justice repose donc nécessairement sur une collaboration étroite des ML-PAIO et des services de la justice (SPIP-PJJ), dont les grands axes sont indiqués dans les annexes suivantes :

**Annexe 1 :** Champ d'intervention et collaboration entre l'administration pénitentiaire (service pénitentiaire d'insertion et de probation – SPIP) et la mission locale ou la PAIO en milieu fermé et en milieu ouvert

**Annexe 2 :** Champ d'intervention et collaboration entre la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) et la mission locale ou la PAIO

### Contacts :

#### **Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle**

Isabelle RAKOFF : [isabelle.rakoff@travail.gouv.fr](mailto:isabelle.rakoff@travail.gouv.fr) -01 44 38 32 60.

#### **Direction de l'administration pénitentiaire :**

Monique MARIOTTI : [monique.mariotti@justice.gouv.fr](mailto:monique.mariotti@justice.gouv.fr) – 01 49 96 26 59

#### **Direction de la protection judiciaire de la jeunesse :**

Jean-Louis AUTHIE : [Jean-Louis.Authie@justice.gouv.fr](mailto:Jean-Louis.Authie@justice.gouv.fr) – 01 70 69 13 15

#### **Délégation interministérielle à la ville**

Brigitte RAYNAUD : [brigitte.raynaud@ville.gouv.fr](mailto:brigitte.raynaud@ville.gouv.fr)

## ANNEXE 1

### **PARTENARIAT ENTRE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE (SPIP) ET LES MISSIONS LOCALES ET PAIO POUR LES JEUNES MAJEURS (18 à 25 ans)**

#### **I – Champ d'intervention et collaboration entre les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) et la mission locale en milieu fermé :**

##### ***1/Le SPIP assure et coordonne les actions de préparation à la sortie des jeunes détenus adultes :***

Le conseiller d'insertion et de probation informe les jeunes détenus de moins de 26 ans, de la possibilité de rencontrer en détention le référent CIVIS de la mission locale.

Après avoir validé les demandes formulées par les jeunes détenus, le conseiller d'insertion et de probation prévoit et organise les conditions matérielles de rencontre, en face à face, entre le jeune et le référent de la mission locale, en intervenant, autant que de besoin, auprès du chef d'établissement pour faciliter son accès à l'intérieur de l'établissement.

Le chef d'établissement est le garant de la mise en œuvre des actions de la mission locale. A ce titre, il est le seul habilité à autoriser l'accès de l'établissement, autant qu'il est nécessaire, au référent de la mission locale. Il lui propose un local de travail aménagé et s'assure que les jeunes détenus convoqués lui soient présentés.

##### ***2/ La mission locale intervient directement en détention et selon les spécificités des établissements pénitentiaires :***

- **par des séances collectives d'information** afin de présenter aux jeunes le rôle des missions locales et l'offre de service qu'elles développent et, plus particulièrement, les modalités et l'intérêt du CIVIS pour faciliter leur insertion sociale et professionnelle à la sortie,
- **par des entretiens individuels**, programmés en amont de la sortie (trois mois paraît le délai optimum) et en face à face, avec les jeunes signalés par le SPIP, afin
  - de recueillir et d'identifier la première demande du jeune,
  - de faire l'inventaire de son expérience et de ses compétences en vue d'une insertion sociale et professionnelle,
  - de repérer les atouts et les freins que présente sa situation (administrative, sociale, familiale, mobilité, niveau de formation, expérience professionnelle, ressources financières, motivation....) au regard de la demande exprimée,
  - de structurer et d'élaborer un projet professionnel avec le jeune dans le cadre du CIVIS, mais également en vue d'une recherche d'emploi ou d'une formation en milieu ouvert,
  - de procéder à la synthèse des informations auprès des conseillers d'insertion et de probation.

##### ***3/ A l'issue de ce diagnostic plusieurs situations peuvent être envisagées :***

- le jeune ne souhaite pas signer dans les trois derniers mois de sa détention un CIVIS, mais désire continuer à être en lien avec une mission locale à sa sortie de détention : il faudra alors s'assurer que les relais nécessaires soient établis au moment de la sortie,
- le jeune souhaite signer un CIVIS en détention : cette possibilité est envisageable selon la situation et le projet du jeune et dans une perspective de sortie proche. Il est à noter que l'allocation prévue dans le cadre du CIVIS pour aider à surmonter des difficultés matérielles, est sans objet en détention. Le référent de la mission locale pourra décider, selon l'implication et la motivation du jeune, de l'attribution de cette allocation à sa sortie de détention
- le jeune souhaite signer un CIVIS à sa sortie de détention : le démarrage de l'accompagnement et l'élaboration du projet professionnel peut toutefois être assuré en amont par le référent ML. Celui-ci s'assure de la transmission du dossier à la mission locale territorialement compétente, en fonction du lieu de résidence du jeune à sa sortie.

**4/ dans le cadre du CIVIS, le SPIP et la mission locale partagent et analysent les informations recueillies puis définissent ensemble les actions nécessaires à la réinsertion des jeunes détenus :**

**Le SPIP** prend en charge, pour ce qui le concerne, le suivi des actions et assure, le cas échéant, les liens nécessaires avec le juge d'application des peines (demande de permissions de sortie, aménagement de peine...) et l'antenne en milieu ouvert du SPIP.

**Le référent mission locale** initie les premières étapes de l'accompagnement, commence à élaborer avec le jeune le projet professionnel et organise le suivi au moment de la sortie de la manière suivante :

- le jeune réside sur la zone géographique de la mission locale qui intervient en détention ; le déroulement du CIVIS mais également le suivi du jeune qui n'a pas encore conclu le contrat sera assuré, de préférence, par le référent qui l'a suivi pendant la détention,
- le jeune ne réside pas sur la même zone géographique ; le référent qui est intervenu pendant la détention organise, dès le début des entretiens et/ou de l'élaboration du projet professionnel dans le cadre du CIVIS, le relais avec la future mission locale du jeune pour l'informer et lui transmettre tous les éléments nécessaires sous forme de fiche détaillée.

## **2- Modalités de partenariat entre SPIP et Missions Locales :**

### **2-1 en milieu fermé :**

Compte tenu de sa spécificité, le milieu pénitentiaire nécessite une identification claire des différents intervenants qui assurent la permanence de l'action :

**Le SPIP** sera représenté par un référent unique qui sera chargé, pour l'ensemble de ses collègues,

- de faciliter l'intervention du référent ML
- d'établir la liste des jeunes susceptibles de le rencontrer,
- de lui transmettre les informations nécessaires sur les jeunes rencontrés,
- de recueillir les fiches de synthèse qui seront élaborées par le référent ML à l'issue des rencontres

**La mission locale** désigne nominativement le ou les référents appelés à intervenir en établissement pénitentiaire et assure le lien entre le référent CIVIS et le conseiller SPIP.

Dans le cas où un même établissement couvre le territoire de plusieurs missions locales, il appartient à celles-ci de s'organiser pour désigner un seul référent (sauf à déterminer sur le territoire avec le SPIP et le chef d'établissement une organisation d'égale efficacité).

**Des conventions entre services pénitentiaires et missions locales** déterminent la nature, le contenu et le rythme des interventions respectives. Ces accords sont signés au niveau départemental ou local, selon les caractéristiques des établissements pénitentiaires et les zones de compétence territoriale des missions locales. La mise en œuvre du CIVIS en milieu pénitentiaire doit répondre aux modalités définies par les textes en vigueur.

Ces conventions prévoient notamment la mise en place par l'administration pénitentiaire d'actions de formation des référents des missions locales, afin de les familiariser avec le vocabulaire, les acteurs et les procédures propres à la justice.

A titre exceptionnel, elles prévoient également les conditions de prise en charge par l'administration pénitentiaire, des frais de déplacement des référents des missions locales, lorsque les établissements sont très excentrés.

### **2-2 en milieu ouvert :**

S'agissant des jeunes condamnés en milieu ouvert (en peines alternatives à la détention ou en aménagement de peine), le SPIP les informe de l'existence du CIVIS et du rôle de la ML dans ce dispositif. Il structure les relations entre la ML et les conseillers d'insertion et de probation des secteurs pour rendre opérantes les orientations et les entrées dans le CIVIS.

Les conventions prévues pour le milieu fermé prévoient également les conditions de partenariat en milieu ouvert.



## ANNEXE 2

### **PARTENARIAT ENTRE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE (PJJ) ET LES MISSIONS LOCALES ET PAIO**

#### **I – PARTENARIAT ENTRE PJJ et ML-PAIO POUR LES JEUNES MINEURS DE 16 à 18 ANS**

##### **I-I Cadre de l'intervention en milieu fermé :**

*1/ Les services de la PJJ assurent et coordonnent les actions de préparation à la sortie des mineurs détenus et leurs éventuels aménagements de peines.*

Le service éducatif de la PJJ, chargé de la mise en œuvre des mesures de justice, intervenant au sein du quartier des mineurs ou au sein des futurs Etablissements Pénitentiaires pour Mineurs (EPM) informe les jeunes détenus de la possibilité de rencontrer en détention un référent de la Mission Locale.

Après avoir étudié et validé les demandes formulées par les mineurs détenus, en lien permanent avec le service éducatif mandaté pour le suivi habituel du jeune (« fil rouge »), le service éducatif présent en détention prévoit et organise les conditions matérielles de rencontre, en face à face, entre le jeune et le référent de la Mission Locale, en intervenant en tant que de besoin auprès du chef d'établissement pour faciliter l'accès du conseiller ML à l'intérieur de l'établissement.

*2/ La Mission locale intervient directement en détention en intégrant les spécificités des établissements pénitentiaires :*

- **par des séances collectives d'information** afin de présenter aux jeunes le rôle des missions locales et l'offre de service qu'elles développent et, plus particulièrement, les modalités et l'intérêt du CIVIS pour faciliter leur insertion sociale et professionnelle à la sortie,

- **par des entretiens individuels**, programmés en amont de la sortie et en face à face avec les jeunes, afin

- de recueillir et d'identifier la première demande du jeune,
- de faire l'inventaire de son expérience et de ses compétences à s'insérer socialement et professionnellement,
- de repérer les atouts et les freins que présente sa situation (administrative, sociale, familiale, mobilité, niveau de formation, expérience professionnelle, ressources financières, motivation....) au regard de la demande exprimée,
- de structurer et d'élaborer un projet professionnel avec le jeune dans le cadre du CIVIS, mais également en vue d'une recherche d'emploi ou d'une formation en milieu ouvert,
- de procéder à la synthèse des informations et à un diagnostic auprès du service éducatif de la PJJ

*3/ A l'issue de ce diagnostic plusieurs situations peuvent être envisagées par les référents Mission Locale et PJJ :*

- le mineur souhaite être suivi par la mission locale mais hors CIVIS : il faudra donc prévoir un accompagnement «ordinaire»;
- il ne souhaite pas être suivi par la Mission Locale, mais désire rencontrer d'autres intervenants spécialisés dans l'insertion professionnelle : le relais devra alors être passé à d'autres organismes (ANPE, PLIE, associations...) ;
- avant son incarcération, le jeune mineur était bénéficiaire d'un CIVIS et souhaite poursuivre cet accompagnement : le CIVIS est alors maintenu et continue à la sortie;
- il souhaite bénéficier d'un CIVIS dès sa sortie de prison : le référent de la mission locale démarre l'accompagnement et l'élaboration du projet professionnel en détention et s'assure de la transmission du dossier au référent si le jeune change de mission locale ou de PAIO en fonction de son lieu de résidence;

- il souhaite conclure un CIVIS en détention : cette possibilité est envisageable en fonction de la durée éventuelle du contrat selon sa situation et notamment la date de sa sortie, son niveau de qualification et son âge.

***4/ Le service éducatif de la PJJ référent en détention, en lien permanent avec le service éducatif « fil rouge », et la Mission Locale partagent et analysent les informations recueillies et définissent ensemble les actions nécessaires à la réinsertion des mineurs détenus.***

En cas d'accord entre ces différents intervenants, le service éducatif de la PJJ référent en détention, ou le service éducatif « fil rouge » si la sortie de détention est très proche, assure le suivi des préconisations faites par le référent de la Mission Locale et assure, le cas échéant, les liens nécessaires avec le juge des enfants et d'autres partenaires éventuellement impliqués.

***5/ Au moment de la sortie, deux cas de figure peuvent se présenter :***

- le mineur réside sur la zone géographique de la Mission Locale qui intervient en détention ; l'accompagnement dans le CIVIS sera assuré, de préférence, par le référent CIVIS qui l'a suivi pendant la détention ;
- le mineur ne réside pas sur la même zone géographique : le référent de la mission locale qui est intervenu pendant la détention organise le relais avec la future mission locale du lieu de résidence du jeune pour l'informer et lui transmettre le projet professionnel sous forme de fiche détaillée.

## **I-2. Modalités de partenariat entre PJJ et Mission Locale :**

**Le service éducatif de la PJJ** est représenté par un référent unique chargé, pour l'ensemble de ses collègues,

- d'établir une liste des mineurs susceptibles de rencontrer le référent de la Mission Locale,
- de transmettre les indispensables informations relatives au jeune dont le référent de la Mission Locale aura besoin pour travailler efficacement,
- de recueillir les fiches de synthèse qui seront faites par le référent de la Mission Locale,
- de faciliter l'intervention de ce référent.

**La mission locale** désigne nominativement le ou les référents appelés à intervenir en établissement et assure le lien entre son (ses) référents CIVIS et le référent du service éducatif de la PJJ.

Dans le cas où un même établissement couvre le territoire de plusieurs missions locales, il appartient à celles-ci de s'organiser pour désigner un seul référent (sauf à déterminer sur le territoire avec le service éducatif de la PJJ et le chef d'établissement une organisation d'égale efficacité).

**Des conventions entre service éducatif PJJ et missions locales** déterminent la nature, le contenu et le rythme des interventions respectives. Ces accords sont signés au niveau départemental ou local, selon les caractéristiques des établissements et les zones de compétence territoriale des missions locales. La mise en œuvre du CIVIS en milieu fermé doit répondre aux modalités définies par les textes en vigueur.

Ces conventions prévoient notamment la mise en place par l'administration pénitentiaire d'actions de formation des référents des missions locales, afin de les familiariser avec le vocabulaire, les acteurs et les procédures judiciaires.

## **I-3. Cas des jeunes mineurs atteignant leur majorité en détention**

En fonction de l'importance du reliquat de peine ou de détention provisoire après la survenance de la majorité, il peut être décidé, en opportunité, que les mêmes services éducatifs continuent à être mandatés pour un jeune devenu majeur en détention. Cette disposition permettrait au référent de la Mission Locale de conserver les mêmes interlocuteurs.

Pour des durées d'incarcération trop longues, le jeune se verrait logiquement transféré au sein d'un quartier majeur et son suivi socio-éducatif serait dès lors opéré par le SPIP.

La direction de la PJJ travaille actuellement à harmoniser les pratiques sur l'ensemble du territoire et à préconiser un cadre qui serve l'intérêt de ces jeunes devenus majeurs durant leur détention.

## **II - CHAMP D'INTERVENTION ET COLLABORATION ENTRE LA MISSION LOCALE ET LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE POUR CE QUI CONCERNE SES AUTRES MISSIONS**

### **II.1 Le public cible et l'articulation entre le dispositif spécifique de formation et d'insertion sociale et professionnelle de la PJJ et le CIVIS :**

Le CIVIS doit être mobilisé pour les jeunes se situant dans les conditions suivantes :

- les jeunes sous mandat judiciaire âgés de plus de 16 ans,
- les jeunes suivis par des structures de milieu ouvert et d'hébergement du secteur public ou associatif habilité justice et/ou ceux inscrits dans le cadre du dispositif de formation et d'insertion de la PJJ
- les jeunes en difficulté d'insertion socioprofessionnelle qui lui sont confiés.

Le dispositif spécifique de formation et d'insertion sociale et professionnelle mis en place par la PJJ repose largement sur **la notion de parcours du jeune**.

La méthode de travail retenue repose sur une collaboration renforcée entre le référent de la mission locale et l'éducateur PJJ afin d'améliorer la cohérence et la fluidité du parcours du jeune dans le cadre du CIVIS.

Cette mise en synergie entre les dispositifs fera l'objet d'une convention entre la PJJ, la mission locale ou PAIO et le SPE afin de définir leurs propres modalités de mise en œuvre et les moyens éventuels mobilisables à la fois par la PJJ et la mission locale, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur en ce qui concerne la mise en œuvre du CIVIS.

### **II.2 L'articulation entre la préparation à la sortie de détention ou de fin d'aménagement de peine et le CIVIS :**

Le service qui assure le suivi d'une mesure d'aménagement de peine peut proposer un CIVIS comme possible support de cet aménagement en fonction du profil du jeune.

### **II.3 Identification et rôle des partenaires :**

L'accès d'un jeune « PJJ » au CIVIS doit se faire sur la base d'un diagnostic partagé à son sujet.

La réussite de ce diagnostic dépend de deux conditions essentielles pour l'intervenant PJJ et le référent ML :

- les intervenants doivent capitaliser et partager leurs informations tout en s'appuyant sur le savoir-faire propre,
- l'accès au CIVIS n'entraîne pas de rupture dans l'accompagnement pour lequel est mandaté l'éducateur de la PJJ.

Les rôles spécifiques de l'éducateur et du conseiller de la mission locale sont les suivants :

#### ***- le rôle de l'éducateur :***

La mesure ordonnée par le magistrat, pour lequel l'éducateur a reçu un mandat judiciaire, fonde l'intervention de l'éducateur de la PJJ. Celui-ci doit appréhender la problématique personnelle et familiale du jeune afin d'orienter son action pour favoriser la motivation du jeune et obtenir son accord pour conclure le CIVIS.

L'objectif central de l'action de l'éducateur est de permettre l'intégration du jeune dans le circuit de droit commun, de veiller au bon déroulement de cette intégration et d'apporter son soutien au jeune comme au référent mission locale durant le déroulement du CIVIS.

#### ***- Le rôle du référent de la mission locale :***

Le référent CIVIS prend en compte la problématique globale du jeune afin de mettre en place toutes les actions susceptibles de lever les obstacles à son insertion professionnelle.

Il assure l'accompagnement du jeune et se rapproche, autant qu'il est nécessaire, de l'éducateur PJJ.